



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	7
1. Etat de la situation financière consolidée	7
2. Compte de résultat consolidé	8
3. Tableau de flux de trésorerie	9
4. Variation des capitaux propres part du groupe	10
5. Annexes des comptes consolidés	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	19
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	20

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 18 septembre 2019 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2019 pour l'activité au cours du premier semestre 2019. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

Aubay a réalisé, de nouveau, un très bon premier semestre 2019 avec un chiffre d'affaires de 208,115 M€ en croissance purement organique de 5,5% et ce malgré un jour de facturation en moins par rapport au premier semestre 2018. Semestre après semestre, Aubay démontre sa forte résilience à délivrer de la croissance interne et à améliorer sa rentabilité opérationnelle d'activité. Ces bons résultats reposent sur un modèle d'affaires pertinent avec la montée en puissance des offres sur le cloud, la data, et tout ce qui gravite autour du Digital tout en conservant un savoir-faire reconnu dans la gestion des patrimoines applicatifs de ses clients. La croissance est homogène entre les zones géographiques d'activité, ressortant à +5,6% en France, et à +5,3% à l'International.

Cette performance s'appuie à la fois sur la hausse du TJM (Tarif Journalier Moyen), reflet du succès de la stratégie d'innovation et de la montée en gamme des prestations du groupe, et sur la progression des effectifs qui permet de gagner des parts de marché et de nouveaux clients.

En France (52% du CA groupe), l'activité est restée soutenue avec une hausse de + 5,6% sur la période ce qui demeure supérieur à son marché de référence. Les secteurs des Télécoms, de l'Assurance, et Bancaires ont été les plus porteurs sur la période. Le taux de marge opérationnelle d'activité progresse à nouveau de 50 points de base pour atteindre 9,7%.

A l'international (48% du CA groupe), la croissance organique est restée robuste avec une hausse de +5,3% au cours du semestre. Les secteurs services/utilities, bancaires, et de l'assurance ont été particulièrement dynamiques. La zone Ibérique et l'Italie continuent de surperformer la croissance du groupe. La rentabilité opérationnelle d'activité est légèrement en hausse d'une année sur l'autre à 8,6% vs 8,4% et provient de la zone italienne avec + 70 points de base. Concernant la zone Ibérique, la rentabilité est en légère hausse (+10 points de base) alors que la zone Belgique Luxembourg a été affectée par un évènement non récurrent (le terme d'un contrat au Parlement Européen) qui a impacté négativement son volume d'activité et son niveau de marge.

Le taux de productivité a été maintenu à un niveau élevé à 92,5% vs 93,1% un an plus tôt.

En M€	T2 2018	T2 2019	Var.	S1 2018	S1 2019	Var.
France*	49,3	51,9	+5,1%	101,6	107,3	+5,6%
International	48,6	51,0	+5,1%	95,8	100,8	+5,3%
Total	97,9	102,9	+5,1%	197,4	208,1	+5,5%

* y compris UK

Le résultat opérationnel d'activité atteint 19,1 M€ en hausse de 9,2% à comparer aux 17,5 M€ au 30 juin 2018. Le taux de marge opérationnelle d'activité ressort à 9,2% soit +40 points de base sur un an. Il se décompose en 9,7% en France et 8,6% à l'International.

A fin juin, les effectifs sont en hausse de 5,5%. Ils s'élèvent à 6 236 collaborateurs à comparer aux 5 913 à fin juin 2018 et aux 6 166 à fin décembre 2018.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2019	30/06/2018	Var.
Chiffre d'affaires	208 115	197 346	+5,5%
Autres produits de l'activité	72	89	
Achats consommés et charges externes	(37 711)	(39 724)	
Charges de personnel	(146 237)	(137 684)	
Impôts et taxes	(1 713)	(1 692)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 546)	(835)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	0		
Autres produits et charges d'exploitation	89	(43)	
Résultat opérationnel d'activité	19 069	17 457	+9,2%
En % du CA	9,2%	8,8%	
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(743)	(733)	
Résultat opérationnel courant	18 326	16 724	+9,6%
En % du CA	8,8%	8,5%	
Autres produits et charges opérationnels	(690)	(695)	
Résultat opérationnel	17 636	16 029	+10,0%
En % du CA	8,5%	8,1%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(177)	(249)	
Autres produits et charges financiers	(129)	94	
Résultat financier	(306)	(155)	
Charges d'impôt	(5 838)	(4 847)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	11 492	11 027	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	11 492	11 027	+4,2%
En % du CA	5,5%	5,6%	
Part du groupe	11 492	11 027	
Intérêts minoritaires	-	-	

		30/06/2019		30/06/2018	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* % CA	
Groupe	208,1	9,2%	197,4	8,8%	
France	107,3	9,7%	101,6	9,2%	
International	100,8	8,6%	95,8	8,4%	

*Résultat Opérationnel d'Activité

Effectif fin de période	30/06/2019	30/06/2018
France	2 545	2 455
Belgique- Luxembourg	189	262
Italie	1 836	1 681
Espagne/Portugal	1 666	1 515
Total	6 236	5 913

Productif	5 754	5 472
% productif	92,4%	92,5%
Administratifs et commerciaux	482	441
Total	6 236	5 913

Analyse des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'établit à 208,1 M€ contre 197,4 M€ au premier semestre 2018 soit une hausse de 5,5%.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 19 069 K€ à comparer aux 17 457 K€ du premier semestre 2018, soit une augmentation de 9,2% et un taux de marge qui ressort à 9,2% vs 8,8% un an plus tôt.

Les autres produits et charges opérationnels représentent une charge de 690 K€ à comparer à une charge de 695 K€ au premier semestre 2018. Les charges comprennent principalement des coûts de restructuration.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 17 636 K€ contre 16 029 K€ ce qui représente une hausse de 10,0%.

Le résultat financier enregistre une charge nette de 306 K€ vs une charge de 155K€ en 2018. La dégradation du résultat financier provient essentiellement de l'application de la norme IFRS 16.

La charge d'impôt s'élève à 5 838 K€ vs 4 847 K€ au S1 2018 soit un taux effectif d'impôt de 34% à comparer à 31% un an plus tôt.

L'augmentation du taux effectif d'impôt est la conséquence de l'effet fiscal de la réforme du CICE en France.

Le résultat net ressort à 11 492 K€ au premier semestre 2019 soit 5,5% du chiffre d'affaires (contre 11 027 K€ au premier semestre 2018) en progression de 4,2%. Le résultat par action s'élève quant à lui à 0,87 euros pour les 13 180 931 actions (nombre moyen pondéré d'actions) à comparer aux 0,84 euros et les 13 113 301 actions à la fin du premier semestre 2018.

Etat de la situation financière consolidée

La situation nette atteint 173,0 M€ en augmentation de 7,6 M€ par rapport au 31 décembre 2018.

Les principales variations comprennent :

- La prise en compte du résultat net bénéficiaire de 11,5 M€,
- Le versement de dividendes aux actionnaires pour 4,4 M€,

Les **actifs non courants** s'établissent à 158,7 M€ en hausse de 24,2 M€ après la prise en compte de 24 M€ de droits d'utilisation liés à la première application de la norme IFRS 16 - Contrats de location.

Les **créances clients et actifs sur contrats** s'établissent à 138,3 M€ au 30 juin 2019 à comparer à 136,4 M€ au 31 décembre 2018. Le délai moyen d'encaissement (DSO) s'établit à 90 jours vs 89 au 31 décembre 2018.

La trésorerie **disponible** s'élève à 21,4 M€ contre 19,5 M€ six mois plus tôt.

La dette financière brute hors dettes locatives s'établit à 16,7 M€ au 30 juin 2019 à comparer à 19,3 M€ fin 2018.

Il en découle une situation de trésorerie nette (hors dettes locatives) de 4,6 M€ vs 0,2 M€ au 31 décembre 2018.

Par ailleurs, les principaux éléments qui ont impacté la dette nette sont résumés ci-dessous :

- des flux générés par l'activité à hauteur de 12,1 M€ après la prise en compte d'une variation de BFR négative de 4,3 M€,
- des investissements en immobilisations incorporelles et corporelles pour 0,6 M€,
- le versement aux actionnaires de dividendes de 4,4 M€,
- le remboursement de 4,2 M€ d'emprunts bancaires.

Les passifs non courants s'élèvent à 32,7 M€ en hausse de 19,6 M€ dont l'essentiel vient de l'application de la norme IFRS 16 ayant impliqué la reconnaissance d'une dette locative de 21,5 M€.

Organisation

Aucune opération impactant l'organisation globale du groupe n'est à relever.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

Rachats de Minoritaires

Néant.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2019 au sein du groupe Aubay.

Cessions de Participation/Cession de branches d'activités

Néant.

Fusion

Aucune opération de fusion n'est à relever au sein du groupe au cours du premier semestre 2019.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 9 avril 2019 sous le numéro D.19-0292, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2019

Aucun événement significatif qui serait intervenu depuis le 30 juin 2019 n'est à relever.

Perspectives pour l'exercice 2019

Les marchés sur lesquels Aubay est positionné restent très bien orientés et 2019 se présente comme une nouvelle année de croissance du chiffre d'affaires et des résultats. Il est à noter que le second semestre comporte un niveau de jours facturables équivalent au S2 2018.

Sur la base d'un bon premier semestre, parfaitement en ligne avec ses anticipations, Aubay confirme sa forte confiance dans l'atteinte des objectifs 2019 fixés lors de la publication des résultats annuels 2018 :

- Un chiffre d'affaires de **425 M€**, soit une croissance organique de 5 à 7%,
- Une marge opérationnelle d'activité comprise entre **9,5 et 10,5%**.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. Etats de la situation financière consolidés

ACTIF (en K€)	30/06/2019	31/12/2018
Ecart d'acquisition	124 101	124 101
Immobilisations incorporelles	665	678
Immobilisations corporelles	5 242	5 284
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	24 063	
Titres mis en équivalence	-	-
Autres actifs financiers	2 319	2 309
Impôts différés actifs	2 173	2 126
Autres actifs non courants	141	
ACTIF NON COURANT	158 704	134 498
Stocks et en-cours	436	378
Actifs sur contrats	36 868	20 649
Clients et comptes rattachés	101 462	115 760
Autres créances et comptes de régularisation	35 856	35 892
Valeurs mobilières de placement	977	0
Disponibilités	20 393	19 519
ACTIF COURANT	195 992	192 198
TOTAL DE L'ACTIF	354 696	326 696

PASSIF (en K€)	30/06/2019	31/12/2018
Capital	6 597	6 568
Prime d'émission et réserves consolidées	154 863	131 515
Résultats net part du groupe	11 492	27 327
Capitaux propres - part du groupe	172 952	165 410
Intérêts minoritaires	0	0
CAPITAUX PROPRES	172 952	165 410
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	8 392	10 493
Dettes de loyers : part à + d'un an	18 776	-
Impôts différés passifs	5	6
Provisions pour risques et charges	5 567	5 328
Autres passifs non courants	3	2
PASSIF NON COURANT	32 743	15 829
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	8 334	8 819
Dettes de loyers : part à - d'un an	5 373	-
Fournisseurs et comptes rattachés	26 915	26 530
Passifs sur contrat	12 513	17 528
Autres dettes et comptes de régularisations	95 866	92 580
PASSIF COURANT	149 001	145 457
TOTAL DU PASSIF	354 696	326 696

2. Comptes de résultat consolidés

Etat du résultat global consolidé au 30 juin 2019

(en milliers d'euros)	30/06/2019	%	30/06/2018	%
Chiffre d'affaires	208 115	100%	197 346	100%
Autres produits de l'activité	72		89	
Achats consommés et charges externes	(37 711)		(39 724)	
Charges de personnel	(146 237)		(137 684)	
Impôts et taxes	(1 713)		(1 692)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 546)		(835)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis				
Autres produits et charges d'exploitation	89		(43)	
Résultat opérationnel d'activité	19 069	9,2%	17 457	8,8%
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(743)		(733)	
Résultat opérationnel courant	18 326	8,8%	16 724	8,5%
Autres produits et charges opérationnels	(690)		(695)	
Résultat opérationnel	17 636	8,5%	16 029	8,1%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				
Coût de l'endettement net	(177)		(249)	
Autres produits et charges financiers	(129)		94	
Résultat financier	(306)		(155)	
Charges d'impôt	(5 838)		(4 847)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences				
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	11 492		11 027	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	11 492	5,5%	11 027	5,6%
Part du groupe	11 492		11 027	
Intérêts minoritaires	0		0	
Nombre moyen pondéré d'actions	13 180 931		13 113 301	
Résultat par action	0,87		0,84	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 279 431		13 214 801	
Résultat dilué par action	0,87		0,83	

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2019	30/06/2018
Ecarts de conversion	-3	(1)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Eléments qui seront reclassés en résultat		
Ecarts actuariels sur régime de retraite	-175	150
Autres incidences		
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	-178	149
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-178	149
Résultat net rappel	11 492	11 027
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	-178	149
Résultat global part groupe	11 314	11 176

3. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2019	30/06/2018
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	11 492	11 027
Résultat des mises en équivalences		
Dotations nettes aux amortissements et provisions et droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	3 661	813
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	743	733
Autres produits et charges calculés		(31)
Produits de dividendes	(88)	(7)
Plus et moins-values de cession	6	(17)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	15 814	12 518
Coût de l'endettement financier net	177	249
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	5 838	4 847
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	21 829	17 614
Impôts versés (B)	(5 403)	(5 484)
Variation des clients et autres débiteurs (C)	(5 753)	(13 673)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs (C)	1 457	3 039
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	12 130	1 496
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(646)	(1 308)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(4)	
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	32	
Variation des prêts et avances consenties	(6)	30
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		
Dividendes et subventions reçus	88	7
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(536)	(1 271)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		31
Rachats d'actions propres en vue d'annulation		
Rachats et reventes d'actions propres		31
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(4 354)	(3 151)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(18)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	10	8 155
Remboursement dettes financières	(5 558)	(6 025)
Remboursement de dettes de loyers	(1 225)	
Intérêts financiers nets versés	(173)	(283)
Rachat d'intérêts minoritaires ne donnant pas le contrôle		(2 196)
Autres flux		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(11 300)	(3 456)
Incidence des variations des cours des devises (G)	(1)	(2)
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	293	(3 233)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	19 372	16 492
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	19 665	13 259

4. Variation des capitaux propres consolidés

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2019	6 568	131 516	27 327	165 410	0	165 410
Augmentation de capital	29	(29)	-	-	-	-
Paievements fondés sur des actions	-	569	-	569	-	569
Dividendes versés	-	(4 354)	-	(4 354)	-	(4 354)
Affectation du résultat	-	27 327	(27 327)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	11 492	11 492	-	11 492
Variation titres d'autocontrôle	-	33	-	33	-	33
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	0
Autres mouvements	-	(20)	-	(20)	-	(20)
Autres éléments du résultat global	-	(178)	-	(178)	-	(178)
Capitaux propres au 30 juin 2019	6 597	154 864	11 492	172 952	0	172 952

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Rnpg	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2018	6 544	113 382	23 937	143 862	0	143 862
Augmentation de capital	24	7	-	31	-	31
Paievements fondés sur des actions	-	(120)	-	(120)	-	(120)
Dividendes versés	-	(3 169)	-	(3 169)	-	(3 169)
Affectation du résultat	-	23 937	(23 937)	0	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	11 027	11 027	-	11 027
Variation titres d'autocontrôle	-	(73)	-	(73)	-	(73)
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	0	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	0	-	0
Autres mouvements	-	7	-	7	-	7
Autres éléments du résultat global	-	149	-	149	-	149
Capitaux propres au 30 juin 2018	6 568	134 120	11 027	151 714	0	151 714

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2019 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2019 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2018.

Nouvelles normes et interprétations applicables en 2019

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2018, à l'exception des nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 16 « Contrats de location »,
- Amendements à IAS 19 : « Avantage du personnel : modification, réduction ou liquidation du régime »,
- Amendements à IAS 28 : « Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises »,
- Amendements à IFRS 9 : « Clause de remboursement anticipée avec rémunération négative »,
- Améliorations annuelles du cycle 2015 -2017 des IFRS,
- IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat ».

Application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

La norme a pour effet, chez le preneur, la comptabilisation à l'actif du bilan d'un droit d'utilisation amortissable et au passif d'une dette de location.

Durant l'exercice 2018, le groupe a recensé l'ensemble des contrats de location (immobilière, d'équipements informatiques, et véhicules) et une première analyse des impacts potentiels a été réalisée.

Le groupe a choisi d'adopter la méthode rétrospective modifiée. Ainsi au 1^{er} janvier 2019, le groupe a comptabilisé un droit d'utilisation et une dette de location associée de même valeur représentant la somme actualisée des loyers futurs à décaisser sur la période contractuelle exécutoire (sauf si une intention de renouveler ou de résilier le contrat est raisonnablement certaine) sans retraiter les périodes comparatives. Pour Aubay, les principaux contrats entrant dans le champ d'application de la norme concernent les immeubles et les locaux ainsi qu'accessoirement les véhicules et matériels informatiques.

Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur le taux d'emprunt marginal du groupe estimé à partir d'éléments de marché disponibles à cette date. Les taux retenus ont été déterminés en prenant en compte les durées de vie résiduelles des contrats à compter du 1^{er} janvier 2019.

Le groupe a également appliqué les deux exemptions prévues par la norme à savoir : les contrats de location ayant une durée inférieure ou égale à 12 mois et /ou les contrats ayant une valeur unitaire inférieure à 5000 \$ ont été exclus.

Au bilan, les dettes locatives sont distinguées en part non courante (+ d'un an) et courante (- d'un an). Les droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée du contrat tout comme l'amortissement de la dette de loyers. Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans les Dotations aux amortissements et provisions du Résultat opérationnel d'activité. Les charges d'intérêts des dettes de loyers sont incluses dans le résultat financier.

Le tableau ci-dessous présente les impacts de la première application d'IFRS 16 à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019 :

Le principal impact est la comptabilisation des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location et des dettes de loyers correspondantes.

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2018	Première	01/01/2019
		application IFRS 16	
Ecarts d'acquisition	124 101		124 101
Immobilisations incorporelles	678		678
Immobilisations corporelles	5 284		5 284
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location		25 525	25 525
Titres mis en équivalence	-		-
Autres actifs financiers	2 309		2 309
Impôts différés actifs	2 126		2 126
Autres actifs non courants			
ACTIF NON COURANT	134 498	25 525	160 023
Stocks et en-cours	378		378
Actifs sur contrats	20 649		20 649
Créances clients	115 760		115 760
Autres créances et comptes de régularisation	35 892		35 892
Valeurs mobilières de placement	0		0

Disponibilités	19 519		19 519
ACTIF COURANT	192 198	0	192 198
TOTAL DE L'ACTIF	326 696	25 525	352 221

PASSIF (en milliers d'euros)	Première application		
	31/12/2018	IFRS 16	01/01/2019
Capital	6 568		6 568
Prime d'émission et réserves consolidées	131 515		131 515
Résultats net part du groupe	27 327		27 327
Capitaux propres - part du groupe	165 410		165 410
Intérêts minoritaires	0		0
CAPITAUX PROPRES	165 410		165 410
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	10 493		10 493
Dettes de loyers: part à + d'un an		20 404	20 404
Impôts différés passifs	6		6
Provisions pour risques et charges	5 328		5 328
Autres passifs non courants	2		2
PASSIF NON COURANT	15 829	20 404	36 233
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	8 819		8 819
Dettes de loyers: part à - d'un an		5 121	5 121
Fournisseurs et comptes rattachés	26 530		26 530
Passifs sur contrat	17 528		17 528
Autres dettes courante	92 580		92 580
PASSIF COURANT	145 457	5 121	150 578
TOTAL DU PASSIF	326 696	25 525	352 221

Par ailleurs, le rapprochement des engagements hors bilan au 31 décembre 2018 aux dettes de loyers à la date du 1^{er} janvier 2019 se décompose de la manière suivante :

En K€

Engagements donnés sur les locations non résiliables au 31/12/2018	15 868
Ajustement lié à la prise en compte des renouvellements probables des baux	11 963
Total ajusté	27 831
Effet de l'actualisation	-1 466
Effets des exemptions	-840
Dettes de loyers après actualisation au 1er janvier 2019	25 525

Autres textes d'application obligatoire au 30 juin 2019 :

- Amendements à IAS 19 : « Avantage du personnel : modification, réduction ou liquidation du régime »
- Amendements à IAS 28 : « Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises »
- Amendements à IFRS 9 : « Clause de remboursement anticipée avec rémunération négative »
- Améliorations annuelles du cycle 2015 -2017 des IFRS ;
- IFRIC 23 – Comptabilisation des incertitudes à l'égard des impôts sur le résultat.

Ces textes n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe. "

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 18 septembre 2019.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2019 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Seule la filiale au Royaume-Uni (Aubay UK) est concernée par les différences de change, toutes les autres entités du groupe étant en zone Euro.

- Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture ;
- Les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Écarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de contrôle correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Des éléments identifiables du bilan qui sont classés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat.

Les frais d'acquisition que le groupe supporte dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles » sur la période durant laquelle ils sont encourus.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leur comptabilisation (méthode de l'écart d'acquisition dit « complet »). Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernées. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition sont soumis, dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice, à un test de dépréciation. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT à la valeur nette comptable des actifs correspondants, incluant les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont affectés et font l'objet de tests de valeur par UGT ou groupe d'UGT, à savoir par zone géographique (France, Italie, Espagne, Portugal et BéluX), qui est le niveau de suivi du retour sur ces investissements. La politique du groupe est de tendre vers une seule entité juridique par zone géographique (intégration, puis fusion des sociétés).

La valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT correspond à la valeur d'utilité, déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF). Son évaluation est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui avait été fixé à 2,5% au 31 décembre 2018 pour l'intégralité des UGT ou groupes d'UGT, sur la base de l'analyse de l'expérience passée et du potentiel de développement futur,
- d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 8,4% au 31 décembre 2018 pour l'ensemble des UGT ou groupe d'UGT (zone euro). Ce taux résultait de l'analyse de sources d'informations externes, notamment d'un benchmark provenant de bureaux d'analystes financiers.

Toutefois, il est considéré que la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT ne peut pas être inférieure à 0,6 fois le chiffre d'affaires de l'UGT ou groupe d'UGT concerné, sauf circonstance particulière.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition et comptabilisé en « autres produits et charges opérationnels ».

Les pertes de valeur enregistrées au titre des écarts d'acquisition sont irréversibles.

Immobilisations incorporelles :

Licences et logiciels : Les licences et logiciels acquis en pleine propriété sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition. Les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font aussi l'objet d'un amortissement sur les mêmes durées.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Contrats de location IFRS 16 :

Le Groupe reconnaît un contrat de location dès lors qu'il obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation d'un actif identifié et qu'il a un droit de contrôler cet actif.

A la date du début du contrat, la valeur du droit d'utilisation des biens pris en location à l'actif correspond à la dette sur bien pris en location corrigée des coûts directs initiaux de mise en place du contrat, des paiements effectués d'avance, des avantages reçus du bailleur à cette date et des éventuels coûts exceptionnels que le preneur devra engager à la fin du contrat. La valeur de la dette sur bien est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs sur la période contractuelle exécutoire, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation qui seront raisonnablement certaines d'être exercées, au taux d'emprunt marginal du Groupe.

Ce taux est estimé à partir d'éléments de marché disponibles à cette date, en fonction des durées de vie résiduelles des contrats à compter du 1er janvier 2019.

Les paiements au titre des contrats de location tiennent compte des loyers fixes, variables liés à un index ou un taux dès lors qu'ils sont connus au début du contrat. Pour les véhicules, ils ne comprennent pas les composantes services pouvant être incluses dans les contrats de location qui restent comptabilisées en charges.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont amortis sur la durée retenue pour le calcul de la dette de loyers. Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Contrats de location immobiliers	3 à 9 ans
Contrats de location de véhicules	3 à 5 ans
Contrats de location de matériel informatique et autres	3 à 5 ans

Au bilan, les dettes locatives sont distinguées en part non courante (+ d'un an) et courante (- d'un an).

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans les dotations aux amortissements et provisions du Résultat opérationnel d'activité. Les charges d'intérêts des dettes de loyers sont incluses dans le résultat financier.

Les coûts afférents aux contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (< 5 000 \$) ou de courte durée (durée < 12 mois) restent comptabilisées en charges opérationnelles.

Créances d'exploitation :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

Autocontrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions et crédits d'impôts: les subventions d'exploitation et crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (principalement dans les charges de personnel pour le CIR et le CICE).

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe telles que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 1%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 0,77%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2018

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires est reconnu si un contrat existe entre le groupe et son client. Un contrat existe s'il est probable que le Groupe recouvrera le paiement auquel il a droit, les droits aux biens ou services et les termes de paiement peuvent être identifiés, et les parties au contrat sont engagées à s'acquitter de leurs obligations respectives. Le chiffre d'affaires généré par des contrats avec des clients est reconnu en contrepartie d'un actif de contrat ou une créance client avant le paiement effectif.

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations.

Contrats basés sur des ressources

Le chiffre d'affaires réalisé sur des contrats basés sur des ressources est comptabilisé au fur et à mesure que le Groupe acquiert le droit de facturer le client : le montant ainsi facturé correspond directement à la valeur pour le client de la prestation effectuée à la date considérée. Chaque obligation de prestation est reconnue en revenu à l'avancement car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services. Le prix des services est basé sur le nombre d'heures passées sur le contrat. Le montant à facturer est représentatif de la valeur des services fournis au client. Le chiffre d'affaires est comptabilisé progressivement en fonction des

heures passées. Les coûts liés aux contrats basés sur des ressources sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des livrables

Les contrats basés sur des livrables incluent généralement des prestations au forfait (construction d'un actif/d'une application, développements spécifiques à un client...).

Le chiffre d'affaires sur les contrats basés sur des livrables, est reconnu à l'avancement sur la base des coûts encourus car au moins l'une des conditions suivantes est respectée :

- La prestation du Groupe améliore un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation
- Le Groupe construit un actif qui n'a pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date selon les termes contractuels et les législations locales.

Les coûts liés aux contrats basés sur des livrables sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des services

Les contrats basés sur des services incluent les activités d'infrastructures, de gestion des applications et de services aux entreprises (TMA, TRA, Centres de service...). La durée du contrat est généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Les prestations sont généralement facturées mensuellement sur la base d'un prix forfaitaire par unité d'œuvre consommée, ou selon des forfaits mensuels ajustables au titre de variations de volumes ou de périmètres.

Cette typologie de contrat prévoit généralement des pénalités au niveau de service délivré.

En règle générale, les services récurrents correspondent à une seule et même obligation de prestation, composée de séries d'unités quotidiennes distinctes de services fournis progressivement. Le chiffre d'affaires des contrats basés sur des services est comptabilisé au fur et à mesure que le groupe acquiert le droit de facturer. Les pénalités ou primes liées au niveau de service sont le cas échéant reconnues entièrement dans la période au cours de laquelle les objectifs de performance sont atteints ou manqués.

Activité de revente

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services.

Selon IFRS 15, le Groupe est considéré comme « principal » lorsqu'il obtient le contrôle des logiciels, matériels et prestations de services avant de les transférer au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute.

Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent.

Coûts des contrats – coûts d'obtention et de réalisation des contrats

Les coûts incrémentaux d'obtention des contrats ne sont jamais capitalisés comme « coûts de contrat » et amortis sur la durée de vie du contrat. Il en est de même pour les coûts liés aux phases de transition et de transformation.

Si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Présentation au sein des états consolidés de la situation financière

Les actifs sur contrats conclus avec des clients sont présentés séparément des créances clients. Ils correspondent au chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel les droits correspondants de percevoir une contrepartie sont subordonnés à une condition autres que l'écoulement du temps, notamment la performance future du Groupe, l'atteinte de jalons de facturation ou l'acceptation du client. Lorsque les actifs sur contrats conclus avec des clients ne dépendent plus que de l'écoulement du temps (factures à établir), ils deviennent des créances clients.

Les passifs sur contrats représentent le montant des contreparties reçues ou enregistrées en dette et pour lesquelles le chiffre d'affaires n'a pas encore été reconnu (acomptes clients et produits constatés d'avance).

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, non prédictifs et de montants significatifs. A titre d'exemple, ils incluent les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le groupe...

Options de souscriptions d'actions : la norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est fixée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

Actions gratuites : des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs/mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance de marché et de présence (2 à 3 ans). L'indice boursier de référence est le « STOXX Europe TMI Software & Computer Services ». La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 (« Monte Carlo ») qui inclut le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes sur la période, cours de l'indice à l'attribution.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du

délaı de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2019.

Recours à des estimations : L'établissement des  tats financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces  tats financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- l'évaluation des passifs financiers.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Indicateurs alternatifs de performance :

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le groupe sont définis ci-dessous :

Croissance interne/organique du chiffre d'affaires :

Il s'agit de la croissance calculée sur la base d'un périmètre constant pour une période donnée en excluant le chiffre d'affaires des sociétés acquises ou cédées. Aubay exerce l'essentiel de son activité en zone euro et de fait n'est pas ou peu soumis aux impacts des effets de change.

Résultat opérationnel d'activité :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte du coût des actions gratuites et des autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Résultat opérationnel courant :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel d'activité après la prise en compte du coût des actions gratuites et avant les autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Endettement net (ou trésorerie nette) :

Cet indicateur s'obtient par différence entre la trésorerie et les dettes financières. Si le résultat est négatif, on parle de dette nette, et de trésorerie nette dans le cas contraire. Les dettes de loyers sont exclues de l'endettement net.

Notes annexes au bilan

Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2019

Au cours du 1^{er} semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée.

Ecart d'acquisition

En K�	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	141 878	-	-	141 878
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	124 101	-	-	124 101

Contrats de location

Actifs liés aux droits d'utilisation par catégorie de contrats de location

En K€

	Terrains et Bâtiments	Véhicules	Machines et équipements	Total
Valeurs Brutes				
Au 01/01/2019	21 666	2 014	1 845	25 525
Acquisitions/Augmentations	817	323	85	1 225
Cessions/Diminutions				
Au 30/06/2019	22 483	2 337	1 930	26 750
Amortissements				
Au 01/01/2019	0	0	0	0
Dotations et dépréciations	-1 933	-441	-313	-2 687
Reprises et cessions				
Au 30/06/2019	-1 933	-441	-313	-2 687
Valeurs nettes				
Au 30/06/2019	20 550	1 896	1 617	24 063

Dettes de loyers par maturité

En K€	Valeur comptable					
		Courant	Non courant	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30/06/2019						
Dettes de loyers	24 149	5 373	18 776	5 135	13 641	0

Clients et comptes rattachés aux contrats

En K€	30/06/2019	31/12/2018
Créances clients - Valeur Brute	102 292	116 493
Dépréciation	(830)	(733)
Actifs sur contrats	36 868	20 649
Créances clients et actifs sur contrats	138 330	136 409
Passifs sur contrats	(12 513)	(17 528)
Créances clients et actifs sur contrats nets des passifs sur contrats	125 817	118 881
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	90	89

Opérations sur actions propres au cours du 1^{er} semestre 2019

Nombre d'actions détenues au 01/01/19	7 657
Acquisitions/Cessions 2019 (en net)	-1 077
Nombre d'actions détenues au 30/06/19	6 580

Evolution des provisions

En K€	30/06/2019	31/12/2018
Provisions pour litiges	2 561	2 766
Provisions pour pensions et retraites	3 006	2 562
Total	5 567	5 328

Ventilation des impôts différés

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	526	-	170	356
-Différences temporaires	1 600	217	-	1 817
Total impôt différé actif	2 126	217	170	2 173
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	6	-	1	5
Total impôt différé passif	6	0	1	5

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2019

En K€	30/06/2019			2018
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	15 021	6 629	8 392	19 165
Banques créditrices	1 705	1 705	-	147
Autres dettes financières	0	-	-	0
DETTES	16 726	8 334	8 392	19 312
Valeurs mobilières de placement	977	-	-	-
Disponibilités	20 393	-	-	19 519
DISPONIBILITES	21 370	-	-	19 519
(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE	4 644	(8 334)	(8 392)	207

Trésorerie (en K€)	30/06/2019	31/12/2018
Disponibilités	20 393	19 519
Placements à court terme	977	-
découverts bancaires	(1 705)	(147)
Total trésorerie	19 665	19 372

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner à l'exception des obligations contractuelles de location désormais présentées au bilan suite à l'application de l'IFRS 16 « contrats de location ».

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2019.

Notes annexes au compte de résultat

Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

30/06/2019			30/06/2018	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* %CA
Groupe	208,1	9,2%	197,4	8,8%
France/UK	107,3	9,7%	101,6	9,2%
International	100,8	8,6%	95,8	8,4%

*Résultat Opérationnel d'Activité

30 juin 2019			
(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	107,3		107,3
Italie		53,5	53,5
Zone Ibérique		37,7	37,7
Bénélux		9,7	9,7
Total	107,3	100,8	208,1
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	49,0	30,8	79,8
Assurance et protection sociale	40,4	8,7	49,1
Administration	1,5	14,1	15,6
Services/Utilities	4,1	12,4	16,5
Industrie et transport	6,3	8,3	14,6
Télécom, Médias et jeux	5,4	25,5	30,9
Commerce et Distribution	0,6	1,0	1,6
Total	107,3	100,8	208,1
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	107,3	99,9	207,2
Biens/services transférés à un moment donné		0,9	0,9
Total	107,3	100,8	208,1

30 juin 2018

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	101,6		101,6
Italie		49,7	49,7
Zone Ibérique		34,2	34,2
Bélux		11,9	11,9
Total	101,6	95,8	197,4
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	47,4	28,7	76,1
Assurance et protection sociale	37,5	8,1	45,6
Administration	1,0	15,2	16,2
Services/Utilities	4,0	9,2	13,2
Industrie et transport	6,3	8,8	15,1
Télécom, Médias et jeux	4,4	24,4	28,8
Commerce et Distribution	1,0	1,4	2,4
Total	101,6	95,8	197,4
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	101,6	95,4	197,0
Biens/services transférés à un moment donné		0,4	0,4
Total	101,6	95,8	197,4

Au 30 juin 2019 (en K€)	France/Uk	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	107 517	101 183	(585)	208 115
Autres produits de l'activité		71		71
Achats consommés	(13 426)	(15 418)	535	(28 309)
Charges externes	(2 927)	(6 527)	52	(9 402)
Charges de personnel	(77 395)	(68 842)		(146 237)
Impôts et taxes	(1 676)	(37)		(1 713)
Dotation aux amortissements	(1 603)	(1 784)		(3 387)
Dotation aux dépréciations et provisions	(2)	(157)		(159)
Autres produits et charges d'exploitation	(48)	139	(2)	89
Total résultat opérationnel d'activité	10 441	8 628	0	19 069
Autres produits et charges opérationnels	(672)	(761)		(1 433)
Résultat opérationnel	9 769	7 867	0	17 636

Au 30 juin 2018 (en K€)	France/Uk	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	101 690	96 200	(544)	197 346
Autres produits de l'activité		90	(1)	89
Achats consommés	(13 131)	(15 555)	425	(28 261)
Charges externes	(4 116)	(7 454)	107	(11 463)
Charges de personnel	(72 988)	(64 696)		(137 684)
Impôts et taxes	(1 652)	(40)		(1 692)
Dotation aux amortissements	(367)	(452)		(819)
Dotation aux dépréciations et provisions	(16)	0		(16)
Autres produits et charges d'exploitation	(54)	(2)	13	(43)
Total résultat opérationnel d'activité	9 366	8 091	0	17 457
Autres produits et charges opérationnels	(989)	(439)		(1 428)
Résultat opérationnel	8 377	7 652	0	16 029

Charges de personnel

En K€	30/06/2019	30/06/2018
Rémunérations du personnel	107 959	101 333
Charges sociales	37 959	36 093
Dotation nette aux provisions pour retraite	319	258
Total	146 237	137 684
Chiffre d'affaires	208 115	197 346
Ratio Coût perso/CA	70,3%	69,8%

Effectif fin de période	30/06/2019	30/06/2018
France	2 545	2 455
Belgique- Luxembourg	189	262
Italie	1 836	1 681
Espagne/Portugal	1 666	1 515
Total	6 236	5 913

Productif	5 754	5 472
% productif	92,4%	92,5%
Administratifs et commerciaux	482	441
Total	6 236	5 913

Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/2019	30/06/2018
Charges non récurrentes	(690)	(695)
Plus et moins-values de cessions d'actifs	-	-
Réévaluation dette rachat intérêts minoritaires	-	-
Total	(690)	(695)

Les charges non récurrentes sont composées principalement de coûts de restructuration.

Charges d'impôts

En K€	30/06/2019	30/06/2018
Impôts exigibles	(5 884)	(5 060)
Impôts différés	46	213
Total	(5 838)	(4 847)

Les impôts exigibles se décomposent en 4,1 M€ d'impôts sur les bénéfices et 1,7 M€ de CVAE et IRAP (équivalent de la CVAE en Italie).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019

Aux Actionnaires de la société AUBAY,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes « Nouvelles normes et interprétations applicables en 2019 » et « Application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 » du chapitre « Règles et méthodes comptables » de la partie 5 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui exposent les impacts de l'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 24 septembre 2019
Les Commissaires aux Comptes

BCRH & ASSOCIES

CONSTANTIN ASSOCIES

Une entité du réseau Deloitte

François SORS

Philippe SOUMAH

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay